

sociologie et santé

Femmes et hommes dans le champ de la santé, approches sociologiques

Sous la direction de Pierre Aiach, Dominique Cèbe, Geneviève Cresson, Claudine Philippe. Rennes : Éditions ENSP, collection Recherche Santé Social, 2001, 330 p., 25,00 euros.



Cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif engagé en 1996-1997 dans le cadre du séminaire « Santé et médecine au féminin-masculin » organisé par l'association Érasme. Quinze auteurs ont participé à ce livre articulé autour de trois axes : la construction sociale des problèmes de santé au masculin et au féminin ; les professions de santé ; les savoirs et pratiques

sanitaires dans la sphère privée. Dans la première partie, la spécificité selon le sexe dans le domaine de la santé et la persistance des inégalités entre hommes et femmes sont analysées. Dans la deuxième partie, les auteurs abordent les professions de santé à travers le temps. La troisième partie porte sur les pratiques de santé dans la sphère privée. Le partage entre soins

profanes et soins professionnels, dans un contexte marqué à la fois par un vieillissement de la population, un accroissement de la population dépendante et par des exigences de plus en plus grandes et onéreuses, devient une question cruciale dans la politique sanitaire comme dans la politique sociale.

hôpitaux

Annuaire 2001. Centres hospitaliers régionaux et universitaires
Saint-Michel-en-Brenne : Éditions Marie-Georges Fayn, 2001, 376 p., 30,49 euros.



La Commission communication de la conférence des directeurs généraux des centres hospitaliers régionaux et universitaires présente ces institutions dans leur pluralité. « Les CHU se distinguent par leurs missions de soins, d'enseignement et de recherche, mais aussi par leur projet d'établissement, leur rayonnement scientifique, leur fonction de recours, leur impact économique, leur vocation sociale, leur prestigieux patrimoine, leurs coopérations internationales

et par leur engagement au sein de la société contemporaine. » Cet annuaire présente l'activité et les projets des 31 établissements hospitalo-universitaires français, y compris dans les Dom. Ainsi, pour chaque CHU, on trouvera le projet d'établissement, l'organisation (sites hospitaliers, budget, effectif, capacité, équipement high tech, qualité/accréditation, lutte contre les infections nosocomiales, gestion des risques, coopération inter-établissements) et les missions.

Les rubriques Lectures, Lois et réglementation et En ligne ont été rédigées par Antoinette Desportes-Davonneau, sauf mention spéciale.

organisation des soins

Guide de la douleur : le syndrome douloureux chronique

Jean Vibes
Paris : Éditions Estem, 2001, 518 p., 27,50 euros.

La douleur concerne au quotidien tous les médecins... Depuis l'arrêté du 7 mars 1997, l'enseignement de la prise en charge de la douleur a été rendu obligatoire pour tous les étudiants du 2^e cycle. La réforme du 2^e cycle en 2001 a intitulé cet enseignement « Douleur et soins palliatifs ».

Celui-ci fera partie du programme de « L'internat pour tous » dès 2004. Jean Vibes, l'auteur de ce guide, est l'un des tout premiers médecins qui se sont impliqués dans la prise en charge de la douleur et l'ont reconnue comme une priorité de santé publique. La douleur qui persiste au-delà de sa fonction de système d'alarme est inutile ; elle représente un défi à relever, et non une fatalité. Ce guide traitant de toutes les connaissances fondamentales et cliniques, théoriques et pratiques, constitue un ouvrage pédagogique de référence. Il est illustré de nombreux tableaux et figures.



infections nosocomiales

Les infections nosocomiales virales et à agents transmissibles non conventionnels

Sous la direction scientifique de Bruno Pozzetto
Paris : John Libbey Eurotext, coll. Médecine sciences/sélection, 2001, 560 p., 68,60 euros.

Les infections nosocomiales représentent une préoccupation grandissante des professionnels de santé. Elles ont été longtemps réduites aux seules pathologies d'origine bactérienne ou fongique. Dans la première édition de 1992 des « 100 recommandations pour la surveillance et la prévention des infections nosocomiales », la notion d'infection nosocomiale virale est esquissée ; quant aux infections à agents transmissibles non conventionnels (ATNC), on n'en parle pas encore... Elles constituent une part largement méconnue et en général sous-estimée. L'objectif de cet ouvrage est donc de réparer cet oubli et de sensibiliser durablement les professionnels de

santé à cette réalité en proposant une synthèse multidisciplinaire de ce problème de santé publique. Par ailleurs, cet ouvrage est un véritable outil de référence car il présente chaque virus et ATNC, expose les modes possibles de transmission nosocomiale, détaille les mesures préventives et correctives et définit les principales situations à risque de transmission virale. Chaque chapitre a été rédigé par un spécialiste du sujet contribuant à donner une vision complémentaire des sujets traités : hygiénistes, virologues, épidémiologistes, juristes... Ainsi, alliant des informations scientifiques et pratiques, cet ouvrage de 560 pages devrait pouvoir répondre au quotidien à tous les professionnels de santé confrontés à la lutte contre les infections nosocomiales.

information dans le travail social

Nouvelles technologies de l'information et de la communication et travail social

Sous la direction de
Guy Romier
Rennes : Editions
ENSP, 2001, 150 p.,
21 euros.



Les technologies de l'information et de la communication (TIC) engendrent des mutations importantes. L'Union européenne et la France en particulier se sont engagées, depuis le sommet de Corfou en 1994, dans une réflexion prospective sur l'impact économique et social de la société de l'information. Le

mandat confié au Conseil supérieur du travail social (CSTS) a pour objet d'enrichir cette réflexion et de contribuer à la définition d'orientations, à partir d'un travail de recensement et de « diagnostic » portant notamment sur les technologies spécifiques dont les implications sociales sont les plus significatives, et d'en apprécier l'utilité, en évaluer les répercussions positives ou négatives sur l'organisation des services et les conditions de travail des professionnels sociaux et en étudier l'impact dans le domaine de la formation professionnelle.

Le groupe de travail auteur du présent rapport formule ainsi des propositions et des recommandations à l'adresse de tous les intervenants concernés par le travail social.

santé au travail

Santé-Travail
*Prévenir, cahiers
d'étude et de réflexion
mutualistes, Coopérative
d'édition de la vie
mutualiste, n° 40, octo-
bre 2001, 255 p.,
24,39 euros.*



Ce présent cahier de *Prévenir* est consacré à la santé au travail. Dans l'éditorial, on rappelle que l'épidémiologiste Marcel Goldberg, lors d'une séance des États généraux de la santé, avait remarqué que la santé au travail était particulièrement absente du paysage de la santé publique. En 1999, dernier chiffre connu, la Cnamts a enregistré 744 006 accidents avec arrêt et 20 295 maladies professionnelles. Si on note une

légère amélioration de la manière dont les travailleurs perçoivent les risques pour la santé

et la sécurité liés au travail, une proportion croissante fait état des problèmes de santé d'origine professionnelle. Dans l'Union européenne, quelque 32 millions de personnes sont exposées à des agents cancérigènes. Les auteurs de *Prévenir* examinent dans

une première partie les conditions de vie au travail, puis dans une seconde partie les institutions qui interviennent dans le champ santé/travail ; dans un troisième chapitre ils font l'analyse « santé/travail santé publique » et dans un dernier chapitre ils dégagent des orientations pour une véritable prise en compte de l'objet santé-travail.

usagers

Les usagers du système de soins
Geneviève Cresson, François-Xavier
Schweyer (dir.)
Rennes : Éditions ENSP, 2000.

Les attentes des patients vis-à-vis du système de soins ont évolué au cours de ces dernières années. De nouvelles exigences s'expriment : droit du patient à l'information, à l'accès à son dossier médical, participation aux choix diagnostiques et thérapeutiques, lutte contre la douleur, minimisation des risques. Cet ouvrage propose quelques clés pour comprendre les transformations récentes de la question de l'utilisateur du système de soins. Il rassemble des textes issus de la journée de travail, à Lille en 1999, du Comité de recherche 13 « Sociologie de la santé » de l'Association internationale des sociologues de langue française. Le terme d'usager est devenu le synonyme commode de malade, patient, client et citoyen,

tous concernés par leur santé et le système de soins. Il ne faut pas pour autant méconnaître les différentes significations et enjeux que sous-tendent ces différents termes. Les réflexions présentées dans cet ouvrage participent d'un débat plus large concernant la place et le rôle de l'État providence dans le champ de la santé, ainsi que celui du « pouvoir médical ». Ce qui est en jeu, c'est une redéfinition des relations entre les malades et les médecins d'une part, les citoyens et l'État dans le domaine de la santé d'autre part. La plupart des contributions ont pour cadre le contexte français. Quelques-unes cependant analysent les relations entre les usagers et le système de soins au Québec, au Mexique, en Algérie ou en Afrique subsaharienne.

La première partie de cet ouvrage apporte des éléments descriptifs et analytiques sur les « usagers et l'action publique », en abordant successivement la question des droits des usagers du système de soins, droits rela-

tivement bien encadrés par la législation mais d'application problématique, la place des usagers dans les conférences régionales de santé et l'usager comme atout stratégique du changement dans le système de santé. La deuxième partie a pour objet la « construction de l'usager » par les professionnels de soins. Cette question est abordée, entre autres, au travers de plusieurs populations d'usagers : les personnes âgées dépendantes, les personnes hospitalisées, les usagers et mésusagers en santé mentale. La troisième partie est consacrée à l'usager acteur du système de soins. En fait, les usagers ne sont pas de nouveaux acteurs. Mais le souci de leurs pouvoirs publics de promouvoir leur action est lui nouveau, de même que la revendication des malades, au travers d'associations, de faire entendre leurs problèmes et leurs préférences parmi les solutions. En définitive, la connaissance des usagers comme acteur collectif peut contribuer à une prise de conscience,

par les pouvoirs publics et les professionnels de santé, de la nécessaire autonomie des usagers dans le champ de la santé. Bienfaisance et paternalisme sont des modalités relationnelles qui ne conviennent plus.

Faire des usagers des acteurs du système de santé peut être considéré comme une exigence démocratique. On peut en attendre une amélioration de l'efficacité et de l'efficience du système de santé. Mais cela implique que l'on précise les droits et les responsabilités des usagers, ceux de l'État, des organismes de gestion et de contrôle, sans oublier les professionnels de santé et les industriels du champ. L'institution de nouvelles relations entre tous ces acteurs est l'une des conditions du succès des évolutions en cours dans notre système de santé. Cet ouvrage est une contribution importante au débat qui concerne les conditions favorisant la participation des usagers du système de soins aux décisions.

Bernard Cassou



Europe

Protection sociale en Europe, le temps des réformes

Mission recherche-Drees

Paris : La Documentation française, 2001, 261 p., 15 euros.



La mobilisation des analyses dont témoigne le présent ouvrage permet de mesurer l'ampleur et le contenu des différences entre les pays européens en ce qui concerne leurs systèmes de protection sociale. La connaissance comparée de ces systèmes passe par un approfondissement des conditions de fai-

sabilité du travail de comparaison. Or, on s'aperçoit que l'existence de problèmes communs posés par les systèmes de protection sociale en Europe ne signifie en rien que ces systèmes sont identiques et les auteurs de cet ouvrage montrent la diversité des stratégies mises en œuvre dans la réforme du financement, de la lutte contre la pauvreté, de la politique familiale, de l'emploi, de l'activité féminine, de la réforme des retraites...

Même la mise en place de la CMU représente une universalisation « à la française » très différente des évolutions observées en la matière dans les pays d'Europe du Sud.

Adresses utiles en alcoologie

En juin 1999, le plan triennal de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances a prévu le rapprochement des dispositifs qui ont développé des compétences dans les domaines de la toxicomanie, de l'alcoologie et de l'ensemble des dépendances.

Dans ce sens, le service national d'accueil téléphonique « Drogues info service », créé sous l'autorité de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie, a étendu sa mission à l'ensemble des consommations de substances psychoactives, et notamment l'alcool et le tabac.

Le HCSP qui, reprenant une action menée jusqu'en 1991 par le Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, publiait régulièrement les coordonnées nationales et départementales des structures spécialisées en alcoologie* a, dans le cadre d'un accord avec la Mildt, transféré vers Drogues info service l'ensemble des données dont il disposait.

Outre l'accueil téléphonique, ce service propose sur son site Internet une base de données nationale comportant plus de 2 500 structures spécialisées dans les domaines de la prévention, de la réduction des risques, des soins pour l'ensemble des substances psychoactives (rubrique « adresses utiles »).

Téléphone : **113** (appel gratuit, anonyme, 24h/24)
Internet : www.drogues.gouv.fr

Claudine Le Grand

* La dernière édition est parue en janvier 1999, aux Éditions ENSP.



Propositions pour la réforme des soins de ville et l'avenir de l'assurance maladie

Treize propositions d'action faites par Elisabeth Guigou pour une réforme des soins de ville sont soumises à concertation. On peut les consulter sur :

www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/syst_soins.htm

Loi de finances 2002

Le budget du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, avec les crédits affectés à l'emploi et ceux affectés à la santé et à la solidarité.

www.social.gouv.fr/htm/dossiers/ccss/a-02/ind-finance.htm

Campagne : lutte contre les violences sexuelles faites aux mineurs

Cette campagne d'information et de prévention des violences sexuelles sur mineurs, lancée officiellement le 24 janvier 2002, a pour objectifs de faire respecter le droit fondamental de l'enfant, de mobiliser la responsabilité de chacun, de lutter contre la loi du silence et d'informer sur la loi, faire connaître les peines encourues.

www.social.gouv.fr/famille-enfance/doss_pri/viol_min/1min03.htm

Campagne : contraception

Le gouvernement s'est engagé depuis deux ans à mener des campagnes d'information régulières sur la contraception afin de permettre aux femmes de mieux maîtriser leur fécondité et ainsi prévenir les IVG. La première campagne, en 1999-2000, avait pour but d'informer sur les différents modes de contraception disponibles et de favoriser un accès égal pour toutes à la contraception. La campagne 2002 entend poursuivre cet effort, mobiliser tous les acteurs concernés et notamment les professionnels de santé, pour aller au-delà de la seule information sur les méthodes.

www.sante.gouv.fr/htm/actu/34_020109.htm

Campagne : asthme

Le programme d'actions, de prévention et de prise en charge de l'asthme a été lancé pour trois ans et veut agir à tous les niveaux contre une maladie qui touche 3, 5 millions de personnes en France et tue encore. Il a pour objectifs de développer l'information sur l'asthme, d'améliorer la qualité des soins, de développer l'éducation thérapeutique, de mieux prendre en charge et prévenir l'asthme professionnel et de mettre en place une surveillance et développer la veille sur l'asthme et ses facteurs de risque.

www.sante.gouv.fr/htm/actu/asthme/1asthme.htm